



MINISTERIO  
DE AGRICULTURA,  
PESCA Y ALIMENTACIÓN

- TRIBUNAL CALIFICADOR –  
PROCESO SELECTIVO PARA INGRESO, POR EL  
SISTEMA GENERAL DE ACCESO LIBRE, EN EL  
CUERPO NACIONAL VETERINARIO CONVOCADO  
POR RESOLUCIÓN DE 11 DE OCTUBRE DE 2019,  
DE LA SUBSECRETARÍA

## **Développement régional et Cohésion au-delà de 2020: le nouveau cadre en un coup d'œil**

### **Un accent mis sur cinq priorités d'investissement, là où l'UE est la mieux placée pour produire des résultats**

Les investissements de l'UE au cours de la période 2021-2027 seront guidés par cinq grands objectifs:

**La plus grande partie des investissements de développement régional sera concentrée sur les deux premiers objectifs** : 65 % à 85 % des ressources du FEDER et du Fonds de cohésion seront consacrés à ces priorités, en fonction de la richesse relative des États membres.

une **Europe plus intelligente**, grâce à l'innovation, à la numérisation, à la transformation économique et au soutien aux petites et moyennes entreprises;

une **Europe plus verte et à zéro émission de carbone**, qui met en oeuvre l'accord de Paris et investit dans la transition énergétique, les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique;

une **Europe plus connectée**, dotée de réseaux stratégiques de transports et de communication numérique;

une **Europe plus sociale**, qui donnera une expression concrète au socle européen des droits sociaux et soutiendra les emplois de qualité, l'éducation, les compétences, l'inclusion sociale et l'égalité d'accès aux soins de santé;

une **Europe plus proche des citoyens**, qui soutiendra les stratégies de développement pilotées au niveau local et le développement urbain durable dans toute l'Union européenne.

### **Une approche plus adaptée au développement régional**

**La politique de cohésion poursuivra ses investissements dans toutes les régions**, toujours sur la base de trois catégories (régions moins développées, en transition et plus développées).

**La méthode de répartition des fonds reste essentiellement fondée sur le PIB par habitant. De nouveaux critères sont ajoutés** (chômage des jeunes, faible niveau scolaire, changement climatique, accueil et intégration de migrants) **pour**



MINISTERIO  
DE AGRICULTURA,  
PESCA Y ALIMENTACIÓN

- TRIBUNAL CALIFICADOR –  
PROCESO SELECTIVO PARA INGRESO, POR EL  
SISTEMA GENERAL DE ACCESO LIBRE, EN EL  
CUERPO NACIONAL VETERINARIO CONVOCADO  
POR RESOLUCIÓN DE 11 DE OCTUBRE DE 2019,  
DE LA SUBSECRETARÍA

**mieux tenir compte de la réalité sur le terrain.** L'UE continuera à fournir une aide particulière à ses régions ultrapériphériques.

La politique de cohésion apporte un **soutien aux stratégies de développement menées au niveau local** et donne davantage de **pouvoir aux autorités locales** dans la gestion des fonds. La dimension urbaine de la politique de cohésion est renforcée, avec une **part de 6 % du FEDER consacrée au développement urbain durable** et la création d'un programme de mise en réseau et de renforcement des capacités destiné aux autorités urbaines, l'**Initiative Urbaine Européenne**.

### **Simplification: des règles plus courtes, moins nombreuses et plus claires**

Pour les entreprises et les entrepreneurs qui bénéficient de l'appui de l'UE, le nouveau cadre offre **moins de lourdeurs administratives, grâce à des moyens plus simples de demander les paiements** et à l'utilisation des options simplifiées. Pour faciliter les synergies, **un corpus unique couvre à présent sept fonds de l'UE mis en œuvre en partenariat avec les États membres** («gestion partagée»). La Commission propose également des contrôles allégés pour les programmes qui peuvent se prévaloir d'un bon bilan et un recours accru à des systèmes de gestion nationaux ainsi que l'extension du **principe de l'audit unique**, afin d'éviter la duplication des contrôles.

### **Un cadre assoupli**

Le nouveau cadre combine la stabilité nécessaire pour planifier l'investissement et le niveau approprié de souplesse budgétaire permettant de faire face aux événements imprévus. **Une révision à mi-parcours déterminera si des changements sont nécessaires dans les programmes pour les deux dernières années de la période de financement**, en fonction de nouvelles priorités, de la performance des programmes et des recommandations par pays les plus récentes.

Des **transferts de ressources limités seront possibles au sein des programmes**, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir l'approbation formelle de la Commission. Une disposition spécifique permettra, en cas de catastrophe naturelle, de mobiliser des financements de l'UE dès le premier jour de l'événement.

### **Un renforcement du lien avec le Semestre Européen et la gouvernance économique de l'Union**

**La politique de cohésion soutient des réformes visant un environnement favorable aux investissements**, dans lequel les entreprises peuvent prospérer. Il s'agit également d'assurer pleinement la complémentarité et la coordination avec le nouveau **programme renforcé d'appui à la réforme**.



MINISTERIO  
DE AGRICULTURA,  
PESCA Y ALIMENTACIÓN

- TRIBUNAL CALIFICADOR –  
PROCESO SELECTIVO PARA INGRESO, POR EL  
SISTEMA GENERAL DE ACCESO LIBRE, EN EL  
CUERPO NACIONAL VETERINARIO CONVOCADO  
POR RESOLUCIÓN DE 11 DE OCTUBRE DE 2019,  
DE LA SUBSECRETARÍA

Les recommandations par pays du Semestre européen seront prises en compte à deux reprises au cours de la période budgétaire: au début, pour la conception de programmes relevant de la politique de cohésion, et lors de la révision à mi-parcours. Afin de créer un cadre favorisant la croissance et la création d'emplois, de **nouvelles conditions «propices» permettront d'éliminer les obstacles aux investissements**. Leur application sera contrôlée tout au long de la période de financement.

### **Vers plus de synergies dans le cadre des outils budgétaires de l'UE**

Le corpus unique couvrant les fonds de la politique de cohésion et le Fonds «Asile et migration» facilitera le développement de **stratégies d'intégration locale pour les migrants menées avec l'appui de ressources de l'UE utilisées en synergies**; le Fonds «Asile et migration» sera axé sur les besoins à court terme des migrants à leur arrivée tandis que les fonds de la politique de cohésion financeront leur intégration sociale et professionnelle. En outre, il sera plus facile d'établir des synergies avec d'autres instruments de l'UE, tels que **la Politique Agricole Commune ou les programmes Horizon Europe, LIFE ou Erasmus+**.

### **Interreg: Éliminer les obstacles transfrontaliers et encourager les projets interrégionaux d'innovation**

La coopération interrégionale et transfrontalière sera favorisée par la nouvelle possibilité pour une région d'affecter une part des fonds qui lui sont attribués au financement de projets partout en Europe, conjointement avec d'autres régions.

La nouvelle génération de programmes de coopération interrégionale et transfrontalière (**Interreg**) aidera plus efficacement les États membres à lever les **obstacles transfrontaliers** et à mettre en place des **services conjoints**. La Commission propose un nouvel instrument destiné aux régions frontalières et aux pays désireux d'harmoniser leurs cadres juridiques, le **Mécanisme transfrontalier européen**.

Tirant parti du succès d'une action pilote réalisée au cours de la période 2014-2020, la Commission propose de créer les **Investissements Innovants Interrégionaux**. Les régions présentant des atouts compatibles de «spécialisation intelligente» bénéficieront d'un soutien financier supplémentaire pour travailler ensemble sur des **groupements paneuropéens** dans des secteurs prioritaires tels que les mégadonnées, l'économie circulaire, les industries manufacturières de pointe ou la cybersécurité.

### **Un renforcement des règles pour que les investissements de l'UE soient plus performants**



MINISTERIO  
DE AGRICULTURA,  
PESCA Y ALIMENTACIÓN

- TRIBUNAL CALIFICADOR –  
PROCESO SELECTIVO PARA INGRESO, POR EL  
SISTEMA GENERAL DE ACCESO LIBRE, EN EL  
CUERPO NACIONAL VETERINARIO CONVOCADO  
POR RESOLUCIÓN DE 11 DE OCTUBRE DE 2019,  
DE LA SUBSECRETARÍA

Les programmes continueront de s'inscrire dans un cadre de performance avec des objectifs quantifiables (nombre d'emplois créés ou accès supplémentaire au haut débit). Le nouveau cadre introduit un **réexamen annuel des performances**, sous la forme d'un dialogue politique entre les autorités responsables des programmes et la Commission. La performance des programmes sera aussi évaluée lors d'une révision à mi-parcours. Pour des raisons de transparence et pour permettre aux citoyens de mesurer les progrès accomplis, les **États membres seront tenus de présenter tous les deux mois l'ensemble des données disponibles sur la mise en oeuvre et la plateforme de données ouvertes** sera automatiquement mise à jour.

### **Une utilisation accrue des instruments financiers**

Les subventions ne peuvent pas constituer à elles seules une solution à l'insuffisance des investissements. Elles peuvent utilement être complétées par des instruments financiers à effet de levier plus proches du marché. Sur une base volontaire, les États membres pourront transférer une partie de leurs ressources liées à la politique de cohésion vers le nouveau fonds **InvestEU**, faisant l'objet d'une gestion centralisée, afin d'avoir accès à la garantie conférée par le budget de l'UE. Il devient plus facile de combiner subventions et instruments financiers et le nouveau cadre comprend également des dispositions particulières pour attirer davantage de capitaux privés.

### **Plus d'efforts en matière de communication pour améliorer la visibilité de la politique de cohésion**

Pour rapprocher davantage l'Europe des citoyens, une plus grande importance est accordée à la nécessité de mieux faire connaître les résultats positifs de la politique de cohésion. Les États membres et les régions ont renforcé leurs exigences en matière de communication, incluant notamment l'organisation d'événements à l'occasion de l'ouverture de grands projets financés par l'UE et la mise au point de plans de diffusion sur les médias sociaux.

Dans le même temps, la communication à propos des projets financés par l'UE est simplifiée, grâce à une seule marque couvrant les différents fonds de l'UE, à un portail unique présentant l'ensemble des financements disponibles pour les entreprises et à une unique base de données des projets, gérée par la Commission.